

Avenant n° 2007-02 du 30 mars 2007

relatif à la modification de la convention collective
(Article 4.2.4.6 « Financement syndical »)

NOR : ASET2351043M

IDCC : 2046

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

FNCLCC,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

CFDT ;

CFTC,

d'autre part,

il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Le présent avenant a pour objet de préciser l'utilisation du chèque syndical.

Article 1^{er} | Modification de l'article 4.2.4.6 « Financement syndical »

L'article 4.2.4.6 de la convention collective nationale des centres de lutte contre le cancer du 1^{er} janvier 1999 est modifié comme suit :

« 4.2.4.6. Financement syndical

Un chèque syndical est mis en place à compter de l'an 2000.

Au début de chaque année civile, chaque salarié inscrit sur les listes professionnelles reçoit de façon anonyme un bon qu'il pourra remettre ou non à l'organisation syndicale représentative de son choix présente dans le centre.

La valeur de ce chèque est de :

- 4 MG pour les positions de 1 à 4 ;
- 6 MG pour les positions de 5 à 7 et les personnels praticiens.

Chaque organisation syndicale représentative transmet les chèques recueillis au service du personnel qui lui en verse la contre-valeur.

Cette contre-valeur des chèques syndicaux est utilisée exclusivement pour l'activité syndicale du centre ou des centres.

Les modalités de remise du chèque aux salariés, aux organisations syndicales et au service du personnel font l'objet d'un accord entre les sections syndicales et le directeur ou son représentant.

À défaut d'accord, les modalités seront fixées par le directeur.

Toute utilisation frauduleuse du chèque est une faute lourde entraînant le licenciement immédiat. »

Article 2 | Adhésion

La signature de cet avenant n'entraîne pas l'adhésion à l'ensemble du texte conventionnel signé le 29 juin 1998.

Article 3 | Agrément

Les dispositions du présent accord seront présentées à l'agrément dans les conditions fixées à l'article 54 de la loi du 2 janvier 2002 et de ses décrets.

Article 4 | Date d'application

Le présent accord entrera en application le premier jour du mois suivant réception de la lettre d'agrément du ministère de tutelle.

Fait à Paris, le 30 mars 2007.

(Suivent les signatures.)